



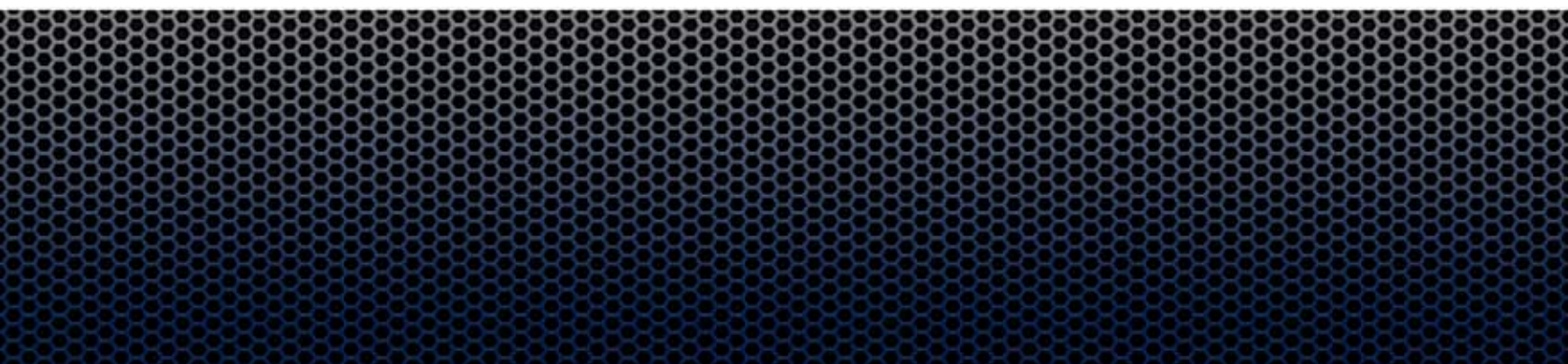
---

L'EXCELLENCE  
EN  
INTELLIGENCE  
D'AFFAIRE

**ODESIA**

RAPPORT  
ANNUEL

2010



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Mot du président et chef de la direction</b>	<b>03</b>
<b>Rapport de gestion et déclarations prospectives</b>	<b>04</b>
<b>Responsabilités de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière</b>	<b>19</b>
<b>Rapport de l'auditeur indépendant</b>	<b>20</b>
<b>États financiers consolidés</b>	<b>21</b>
<b>Informations sur la société</b>	<b>43</b>

# MOT DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Pour l'année terminée le 31 décembre 2010

Chers actionnaires,

C'est un grand plaisir de vous remettre notre rapport annuel pour l'année 2010. Comme à chaque année je vous réitère que tous nos spécialistes en intelligence d'affaires sont passionnés par leur métier et qu'ils prennent grand soin de livrer les meilleures solutions à notre clientèle d'affaires. Nous accordons beaucoup d'importance à notre image de spécialiste en intelligence d'affaires et nous prenons soin de cultiver un esprit d'entrepreneur à tous les niveaux de l'entreprise. La culture ODESIA mise sur l'importance d'être « **100% business intelligent** » et nous sommes particulièrement fiers de pouvoir offrir à nos spécialistes un environnement de travail épanouissant dans lequel ils pourront apprendre et se développer davantage. Encore une fois en 2010, nous avons cultivé notre différence et notre passion à servir notre clientèle. Chez nous, l'intelligence d'affaires est une passion qui est au cœur de notre mission depuis notre fondation en 1998.

Au Mexique, nous avons entrepris de réorganiser le développement de nos affaires. L'offre de solutions d'intelligence d'affaires est dorénavant structurée autour du partenariat avec QlikTech au service de la grande entreprise dans le marché de Mexico. Avec un nouveau directeur général responsable des opérations à Mexico, nous sommes désormais mieux positionnés pour atteindre la rentabilité de cette unité d'affaires à court terme. À la lumière de la performance de nos activités du prochain exercice, nous évaluerons notre stratégie quant à nos opérations au Mexique.

En France, nous avons entrepris l'année 2010 en positionnant notre offre en direct plutôt que via le réseau de partenaires d'affaires. Nous avons connu une baisse du volume d'affaires, mais une nette amélioration de nos marges opérationnelles. Nous entreprenons aussi de développer nos domaines de compétence en intelligence d'affaires.

Au Canada, nous avons positionné une nouvelle offre de service de gestion de la performance spécifique aux établissements de santé; nous offrons aux directeurs d'établissement un moyen de piloter la performance de leur organisation. Notre solution est basée sur des méthodes provenant de HEC Paris (OVAR) et de Harvard (Balanced Score Card) et sur l'utilisation de BusinessGPS, notre solution de tableau de bord. Fort de cette expérience, nous continuons de développer nos solutions, enrichissant du même coup nos propriétés intellectuelles.

Nous avons renforcé notre partenariat avec SAP Canada en mettant en ligne notre site transactionnel pour la formation SAP BusinessObjects. Nous sommes toujours le centre de formation francophone préféré par SAP pour l'est du Canada. Au cours du prochain exercice nous prévoyons augmenter notre catalogue de cours afin de générer de nouvelles sources de revenus.

Nous travaillons aussi à proposer à notre clientèle un centre d'expertise en intelligence d'affaires. Ce centre veillera à fournir une expertise technique et fonctionnelle en appui aux projets en cours. Ce centre permettra de réunir les experts d'un domaine et augmentera leur portée sur nos projets en cours. Du point de vue du client, l'accès à l'expertise sera plus dynamique et efficace.

Notre présence dans les réseaux sociaux s'est amorcé en 2009, mais a vraiment pris son envol en 2010 avec la création de notre groupe « LinkedIn ODESIA professionnels ». Ce groupe comprend aujourd'hui près de 300 experts, provenant de 10 pays, intéressés par nos discussions sur le métier de conseiller en intelligence d'affaires. Nous assurons aussi une présence soutenue sur Twitter, Quora et Facebook. Ces différents outils servent notamment au rayonnement de la marque de commerce, à notre stratégie de recrutement de talent à l'internationale et au développement des affaires.

Au chapitre de la gouvernance, nous avons renforcé notre conseil d'administration avec l'arrivée de Monsieur Richard Batty. Notre conseil est maintenant constitué de quatre administrateurs dont trois sont indépendants. Nous tenons à les remercier pour leur soutien et leurs précieux conseils.

## Faits saillants de l'exercice 2010

- Le BAIIA<sup>1</sup> de 2010 a atteint 1 357 000\$ comparativement à 59 000\$ en 2009.
- Les dépenses d'exploitation ont été réduites de 21% alors que les revenus ont baissé de 11%.
- Le fonds de roulement s'est amélioré de 974 000\$ s'établissant à 231 000\$.
- Nous avons restructuré notre crédit en changeant d'institution financière.
- Nous avons radié 963 000 \$ d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition de notre bilan, ce qui a créé une perte nette de 270 000 \$, comparativement à 471 000\$ en 2009. ODESIA aurait présenté un bénéfice net de 693 000\$ (dont 470 000\$ dans le quatrième trimestre) sans la radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition.

## Assemblée générale annuelle des actionnaires

Au nom du conseil d'administration et de la direction d'ODESIA, je vous invite à assister à l'assemblée générale annuelle des actionnaires le 16 juin prochain. L'assemblée générale annuelle vous donne l'occasion d'entendre directement les exposés des hauts dirigeants de la Société et de leur poser vos questions. Nous vous encourageons à exercer les droits de vote rattachés à vos actions que vous confère votre procuration, selon les directives contenues dans la circulaire de la Compagnie.

Veuillez agréer, chers actionnaires, l'expression de nos salutations distinguées.



**Nicolas Bonnafous**  
Président du conseil d'administration

<sup>1</sup>Le BAIIA est défini comme étant le bénéfice avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change, radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition, et impôts sur les bénéfices

# RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

## RAPPORT DE GESTION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion (le « rapport ») porte sur les résultats d'exploitation du Groupe ODÉSIA Inc. (la « Société »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Les commentaires contenus aux présentes visent à aider le lecteur à mieux comprendre les activités du Groupe ODÉSIA Inc. et relever les éléments-clés de ses états financiers.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. La préparation des états financiers selon les PCGR nécessite de la part de la direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un effet sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers, sur la divulgation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges durant la période visée. Ces estimations sont basées sur l'expérience de la direction et sur d'autres hypothèses qu'elle croit être raisonnable dans les circonstances. Les lecteurs sont priés de se référer à la note 3 des états financiers du 31 décembre 2010 pour une description de toutes les conventions comptables.

Les états financiers et le rapport ont été revus par le comité de vérification, des ressources humaines et de régie d'entreprise de la Société, et approuvés par son conseil d'administration le 26 avril 2011.

### Description des activités de la Société

La Société offre des solutions en intelligence d'affaires (BI) et en entreposage de données aux grandes et moyennes entreprises depuis 1998. Elle s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise. La Société aide les entreprises à atteindre une performance optimale en leur faisant expérimenter le plein potentiel de la technologie d'intelligence d'affaires. Cette technologie leur donne les moyens d'accéder à l'information, de la traiter et de la transmettre à tous les niveaux de l'organisation de même qu'à leurs clients et à leurs partenaires d'affaires.

La stratégie de la Société est en partie axée sur la croissance par acquisition afin d'élargir la gamme de services offerts à sa clientèle et d'étendre sa couverture géographique. C'est ainsi que la Société a des opérations au Canada, en France et au Mexique.

### Déclarations prospectives

Certaines affirmations de cette analyse constituent des énoncés prospectifs, lesquels sont sujets à des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent impliquer que les résultats, le rendement et les réalisations réelles de la Société, ou ceux de son secteur d'activités, différeront sensiblement des résultats, du rendement et des réalisations exprimés ou sous-entendus par ces énoncés prospectifs.

Les déclarations formulées d'après les attentes actuelles de la direction comportent des risques et des incertitudes inhérents, connus ou non. Des verbes, à la forme affirmative ou négative, tels que «croire», «prévoir», «estimer», «s'attendre», «viser» et «évaluer» ainsi que des expressions apparentées sont utilisés pour ces commentaires prospectifs. Ces déclarations expriment les intentions, projets, attentes ou opinions de la Société sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Les résultats futurs pourraient être différents de ce qui est prévu.

# RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

## Faits saillants de l'année

Les faits saillants de 2010 sont les suivants :

- La Société a enregistré un bénéfice de 1 357 000 \$ avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change, radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition et impôts sur les bénéfices. Par conséquent, le bénéfice a progressé de 1 298 000 \$ ou 2 181 % par rapport aux 59 000 \$ enregistrés en 2009.
- Au 31 décembre 2010, le fonds de roulement était de 231 000 \$, comparativement à un fonds de roulement négatif de 743 000 \$ au 31 décembre 2009.
- En raison de la radiation de 963 000 \$ d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition, ODESIA a subi une perte nette de 270 000 \$, contre 471 000 \$ au cours de la même période l'an dernier. Malgré la radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition, cela représente une diminution de la perte nette de l'ordre de 201 000 \$ ou 43 %.
- Le chiffre d'affaires de la Société a reculé de près de 1 628 000 \$ ou 11 %, passant de 14 163 000 \$ en 2009 à 12 535 000 \$ en 2010.

## Renseignements financiers choisis

Pour les exercices terminés le 31 décembre	2010 Vérfifié \$	2009 Vérfifié \$	2008 Vérfifié \$
Chiffre d'affaires	12 534 824	14 162 719	17 134 764
Bénéfice (perte) avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change et impôts sur les bénéfices	1 356 977	59 493	(878 548)
Perte nette et résultat étendu	(270 282)	(471 221)	(3 007 235)
Perte nette par action de base et diluée	(0,009)	(0,016)	(0,105)
Total des actifs consolidés	4 823 781	5 316 512	6 333 419
Passifs à long terme consolidés, incluant la portion à court terme	846 547	847 246	962 490

## Résultats d'exploitation

### Chiffre d'affaires

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2010, la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 3 073 000 \$, comparativement à 3 491 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2009, une baisse de 418 000 \$ ou 12 %. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a affiché un chiffre d'affaires de 12 535 000 \$, comparativement à 14 163 000 \$ pour 2009, en baisse de 1 628 000 \$ ou 11 %. Le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle du Canada a augmenté de 382 000 \$ ou 7 %, passant de 5 616 000 \$ en 2009 à 5 998 000 \$ en 2010. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle de la France a reculé de 1 231 000 \$ ou 17 %, passant de 7 097 000 \$ en 2009 à 5 866 000 \$ en 2010. ODESIA Europe modifie graduellement son modèle de ventes, passant de la sous-traitance par des tiers à servir directement la clientèle. Ce changement exerce une pression sur le volume des ventes, mais améliore les marges réalisées en France. Les activités au Mexique ont été touchées négativement par l'absence d'une équipe de gestion qualifiée au cours du deuxième et du troisième trimestres de 2010 : le chiffre d'affaires enregistré auprès de la clientèle du Mexique a diminué de 779 000 \$ ou 54 %, passant de 1 450 000 \$ en 2009 à 671 000 \$ en 2010. En Octobre 2010, ODESIA a recruté un nouveau directeur général au Mexique en vue de réorganiser les activités dans ce pays et accroître le chiffre d'affaires. Si la rentabilité à court terme n'est pas assurée, ODESIA évaluera ses options stratégiques en ce qui concerne ses activités au Mexique.

## Résultats d'exploitation (suite)

### Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration

Le coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration de la Société se chiffre à 2 271 000 \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2010, contre 3 333 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui constitue un recul de 1 062 000 \$ ou 32 %. De même, le coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration de la Société se chiffre à 11 178 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, contre 14 103 000 \$ pour l'exercice précédent, soit un recul de 2 925 000 \$ ou 21 %.

Le coût des services fournis comprend essentiellement le salaire de nos collaborateurs et le coût direct des contrats. Étant donné que la Société œuvre dans le domaine de la consultation, le coût des services fournis est étroitement corrélé au chiffre d'affaires. Comparativement à la période correspondante de 2009, les marges brutes d'exploitation, pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2010, ont varié notamment en raison des facteurs suivants :

- Au quatrième trimestre de 2010, la Société a enregistré un crédit d'impôt à la recherche et au développement de 701 000 \$ relatif aux exercices financiers de 2008 (240 000 \$), 2009 (151 000 \$) et 2010 (310 000 \$). Aucun crédit d'impôt à la recherche et au développement n'avait été comptabilisé durant les exercices antérieurs puisque la Société n'avait reçu aucune confirmation de l'admissibilité des projets.
- En 2009, la crise économique mondiale a forcé la Société à rationaliser ses activités mondiales, ce qui s'est traduit par d'importantes économies de coûts.
- À la fin de juin 2009, la Société a autorisé le vice-président de ses filiales mexicaines à prendre un congé sabbatique non rémunéré pour une période indéterminée. Il n'est pas remplacé durant ce congé autorisé.

Comparativement au quatrième trimestre et à l'exercice terminés le 31 décembre 2009, les frais d'exploitation et d'administration des périodes correspondantes de 2010 ont varié, notamment, en raison des facteurs suivants :

- Un plan de rationalisation déployé au dernier semestre de 2009, en réaction à la crise économique mondiale, a permis de diminuer les frais d'exploitation et d'administration en 2010 par rapport à ceux de 2009.
- L'ancien directeur général des filiales mexicaines a démissionné de son poste en avril 2010. ODÉSIA Mexique a recruté son nouveau directeur général six mois plus tard, c'est-à-dire en octobre 2010.

Le bénéfice d'ODÉSIA avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, frais financiers et effet de change, radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition, et impôt sur les bénéfices se chiffre à 802 000 \$ et 1 357 000 \$ respectivement pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2010, comparativement à 158 000 \$ et 59 000 \$ pour les périodes correspondantes de 2009.

### Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels

L'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels se chiffre à 20 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2010 (44 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010), contre 16 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent (82 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009), soit une hausse de 4 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2010 (diminution de 38 000 \$ pour l'année 2010). Cette diminution de la charge d'amortissement en 2010 est attribuable à l'usure normale du matériel informatique vieillissant.

# RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

## Résultats d'exploitation (suite)

### Frais financiers et effet de change

Les frais financiers et l'effet de change se sont élevés à 205 000 \$ au quatrième trimestre de 2010, comparativement à 106 000 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 99 000 \$ ou 94 %. La hausse des frais financiers et de l'effet de change est en grande partie attribuable au fait qu'ODESIA a subi une perte de 105 000 \$ sur l'effet de change au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, contre un gain de 10 000 \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais financiers et l'effet de change se chiffrent à 478 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, contre 471 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, soit une hausse de 8 000 \$ ou 2 %.

### Perte nette

La perte nette pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2010 s'élève à 493 000 \$ (incluant la radiation de 963 000 \$ d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition) ou 0,017 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 28 000 \$ ou 0,001 \$ par action au cours du quatrième trimestre de 2009. La perte nette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 s'élève à 270 000 \$ (incluant la radiation de 963 000 \$ d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition) ou 0,009 \$ par action, comparativement à 471 000 \$ ou 0,016 \$ par action au cours de la même période de 2009.

## Données trimestrielles (non vérifiées)

Le tableau suivant résume certaines informations consolidées concernant les huit derniers trimestres de la Société :

2010	T1 31 mars \$	T2 30 juin \$	T3 30 septembre \$	T4 31 décembre \$
Chiffre d'affaires	3 346 827	3 265 305	2 849 410	3 073 282
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	3 782	10 930	208 066	(493 060)
Bénéfice net (perte nette) par action de base et dilué(e)	0,000	0,000	0,007	(0,017)
2009	T1 31 mars \$	T2 30 juin \$	T3 30 septembre \$	T4 31 décembre \$
Chiffre d'affaires	3 996 600	3 456 999	3 218 018	3 491 102
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	(17 144)	(506 052)	23 971	28 004
Bénéfice net (perte nette) par action de base et dilué(e)	(0,001)	(0,017)	0,001	0,001

## Données trimestrielles (non vérifiées) (suite)

Les difficultés à intégrer les acquisitions faites en 2006 et 2007 expliquent la hausse de la perte nette au cours du premier semestre de 2009. En 2009, en réponse au contexte économique difficile, nos clients ont réévalué le calendrier de leurs stratégies d'investissement et restructuré leurs dépenses de manière à faire face à leurs problèmes sur le plan des liquidités et de la marge. Ces mesures de prudence ont mené à la réduction ou au report des dépenses en TI, ce qui a eu, par ricochet, un effet négatif sur le chiffre d'affaires d'ODESIA en 2009 et 2010. La Société a réagi en rationalisant ses coûts et en cherchant continuellement à décrocher de nouveaux contrats et à renouveler et prolonger des contrats existants, comme en témoigne l'amélioration graduelle du bénéfice net après le premier semestre de 2009. La radiation de 963 000 \$ d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition explique la perte nette au cours du quatrième trimestre de 2010.

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les résultats trimestriels se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités.

En règle générale, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment où d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement au pourcentage du chiffre d'affaires en devises étrangères. Cependant, les marges d'ODESIA sont naturellement protégées contre le risque de change puisque le chiffre d'affaires et les dépenses sont encourues dans la même devise dans chaque pays ou la Société a des opérations.

## Données sur les actions en circulation

Les informations relatives aux actions en circulation au 26 avril 2011 sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Actions ordinaires en circulation	29 620 286
Options d'achat d'actions en circulation	970 000
Bons de souscription en circulation	350 000
Actions ordinaires en circulation sur une base diluée	30 940 286

De plus, les débetures convertibles pourraient être converties en 1 706 250 actions ordinaires et 853 125 bons de souscription selon le prix de conversion effectif de 0,40 \$ au 26 avril 2011.

## Bilan

L'actif à court terme s'élève à 4 252 000 \$ au 31 décembre 2010, contre 3 758 000 \$ au 31 décembre 2009, une hausse de 494 000 \$. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation, en 2010, des crédits d'impôt à la recherche et au développement recouvrables.

L'actif total de la Société se chiffre à 4 824 000 \$ au 31 décembre 2010, comparativement à 5 317 000 \$ au 31 décembre 2009, une diminution de 493 000 \$. Cette diminution est attribuable à la radiation de 963 000 \$ d'actifs incorporels et d'écarts d'acquisition, laquelle a été réduite en partie par l'augmentation de l'actif à court terme décrite dans le paragraphe précédent.

Le passif à court terme s'élève à 4 021 000 \$ au 31 décembre 2010, comparativement à 4 501 000 \$ au 31 décembre 2009, une diminution de 480 000 \$. Cette baisse est principalement imputable à la diminution des comptes fournisseurs et des charges à payer, ainsi qu'aux revenus perçus par anticipation causées par la diminution des ventes. Il y a également eu une diminution des versements sur la dette à long terme, laquelle a été partiellement atténuée par une augmentation des emprunts bancaires.

## Liquidités et ressources en capital

Au 31 décembre 2010, la Société avait des liquidités de 756 000 \$, comparativement à 294 000 \$ au 31 décembre 2009. Au 31 décembre 2010, le fonds de roulement était de 231 000 \$, comparativement à un fonds de roulement négatif de 743 000 \$ au 31 décembre 2009. Selon ses projections financières internes, ODESIA prévoit que les flux de trésorerie issus des activités de la Société seront suffisants pour subvenir à ses besoins en liquidités dans les prochains douze mois. En ce moment, la Société n'a aucun autre crédit disponible outre les prêts bancaires, lesquels ne sont pas utilisés jusqu'à la limite autorisée. La Société a utilisé son moratoire sur le remboursement de ses débetures convertibles en juillet 2009. Ce moratoire a permis à la Société de bénéficier, pendant douze mois, d'un congé de paiement de capital sur ses débetures convertibles.

Au 31 décembre 2010, Resource IT de Mexico S.C. ne rencontrait pas les ratios financiers spécifiés dans ses ententes bancaires (voir la note 19 dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société). La capacité de la Société à réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs est tributaire de la collaboration soutenue de ses prêteurs et actionnaires. Les dirigeants de la Société cherchent aussi présentement à obtenir un financement additionnel (entre 1 500 000 \$ et 5 000 000 \$), mais rien ne garantit que la Société réussisse à obtenir de tels fonds à des conditions satisfaisantes. La Société peut émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de dettes ou procéder à un refinancement de la dette existante avec des caractéristiques différentes. Ces fonds serviraient à améliorer le fonds de roulement de la Société et s'assurer qu'elle peut procéder à des acquisitions sélectives si d'excellentes occasions sont identifiées. La Société a également adopté un plan de rationalisation des dépenses pour faire face à la situation. ODESIA mettra tout en oeuvre pour optimiser sa valeur, incluant, sans toutefois s'y limiter, la réalisation de certains actifs.

## Flux de trésorerie

### Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Après un ajustement des éléments hors trésorerie tel que l'amortissement des immobilisations corporelles, la radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition, les intérêts implicites, les impôts futurs et des variations des éléments du fonds de roulement, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 402 000 \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2010, contre 25 000 \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 301 000 \$, contre 231 000 \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

### Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont demeurés sensiblement les mêmes et résultent de l'acquisition d'immobilisations corporelles et autres actifs.

### Les flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont principalement varié en raison des versements sur les débetures convertibles et la dette à long terme, ainsi que la variation des emprunts bancaires.

## Instruments financiers

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

Les actifs et les passifs financiers sont d'abord comptabilisés à la juste valeur et sont subséquemment comptabilisés selon leur classification, tel que décrit ci-après. Le classement dépend de l'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques.

### Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers qui sont achetés ou acquis dans le but principal de dégager des profits à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. De plus, tout autre actif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des actifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net dans l'exercice au cours duquel il se produit. L'encaisse est classée comme actif détenu à des fins de transaction.

## Instruments financiers (suite)

### Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non-dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou ne sont pas classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers classés dans la catégorie des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf les placements dans les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'existe pas de prix coté sur un marché actif et qui devraient être constatés au coût. L'intérêt sur les actifs disponibles à la vente est calculé au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est comptabilisé en résultat net. Lorsque la juste valeur est réputée être autre que temporaire, la perte cumulative enregistrée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est supprimée et comptabilisée en résultat net. Les gains et les pertes réalisés relativement à la disposition des titres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net. Aucun actif financier n'est classé comme actif disponible à la vente.

### Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Les titres qui ont une date d'échéance fixe et pour lesquels la Société a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance sont classés comme des actifs détenus jusqu'à l'échéance et comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Aucun actif financier n'est classé comme actif détenu jusqu'à l'échéance.

### Prêts et créances

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non-dérivés provenant de la remise de la trésorerie ou d'autres actifs en retour d'une promesse de remboursement à une date déterminée, ou à vue, normalement avec des intérêts. Les prêts et les créances sont calculés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les comptes débiteurs sont classés comme prêts et créances.

### Passifs détenus à des fins de transaction

Les passifs financiers classés comme passifs détenus à des fins de transaction comprennent les passifs dérivés qui ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, les obligations de remettre des actifs financiers empruntés par un vendeur à découvert et les passifs financiers qui s'intègrent dans un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble dans le but d'engendrer des profits à court terme. De plus, tout autre passif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des passifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net durant la période. Aucun passif n'est classé comme passif détenu à des fins de transaction.

### Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif sont comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts bancaires, les comptes fournisseurs et charges à payer, les débiteurs convertibles et la dette à long terme sont classés comme autres éléments de passif.

### Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

# RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

## Instruments financiers (suite)

### Risque de taux d'intérêt

Certains emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. D'autres emprunts bancaires portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société à un risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les débetures convertibles et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une fluctuation de 50 points de base des taux d'intérêts n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau d'endettement actuel de la Société.

### Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison de l'encaisse, des comptes clients, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devises étrangères.

	2010		2009	
Actifs libellés en:				
Dollar américain	25 472 \$ US	25 469 \$ CDN	233 764 \$ US	245 686 \$ CDN
Euros	936 122 €	1 246 821 \$ CDN	845 975 €	1 268 962 \$ CDN
Pesos Mexicains	1 624 949 MXN	130 938 \$ CDN	1 985 885 MXN	159 109 \$ CDN
Passifs libellés en:				
Dollar américain	- \$ US	- \$ CDN	143 310 \$ US	150 618 \$ CDN
Euros	683 942 €	910 942 \$ CDN	571 034 €	856 552 \$ CDN
Pesos Mexicains	8 784 012 MXN	707 816 \$ CDN	13 443 959 MXN	1 077 130 \$ CDN

La Société ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel elle est exposée. Une fluctuation de 10% du taux de conversion de l'Euro, du peso mexicain ou du dollar américain n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau actuel de devises monétaires libellées en devises étrangères.

### Risque de crédit

Règle générale, la valeur comptable au bilan de la Société des actifs financiers exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients. Une partie des comptes clients est garantie par des tierces parties, par conséquent, la Société n'exige pas de garantie de ses clients. La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit. La Société est également exposée à un risque de crédit relié au montant recevable de l'affactureur (voir Note 8). Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Société aux créances douteuses n'est pas importante.

# RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

## Instruments financiers (suite)

### Risque de crédit (suite)

L'âge des comptes à recevoir au 31 décembre, incluant le montant recevable de l'affactureur, se détaille comme suit:

	2010 \$	2009 \$
Courant	728 415	1 317 300
31 - 60 jours (en souffrance)	1 076 401	824 516
61 - 90 jours (en souffrance)	491 482	453 145
Plus de 91 jours (en souffrance)	349 688	265 076
	<b>2 645 986</b>	<b>2 860 037</b>
Provision pour créances douteuses	<b>(116 978)</b>	<b>(119 590)</b>
Balance au 31 décembre	<b>2 529 009</b>	<b>2 740 447</b>

La Société fait des estimations et des hypothèses dans le processus de détermination de la provision pour créances douteuses. Les comptes débiteurs dont l'âge dépasse l'accord sur les modalités de paiement sont considérés en souffrance. La Société détermine sa provision en considérant un certain nombre de facteurs, y compris l'âge des comptes débiteurs en souffrance, la capacité du client à payer son obligation envers la Société, l'historique et l'état de l'économie globale et de l'industrie en général. La Société radie des comptes à recevoir quand ils sont jugés irrécouvrables et tous paiements reçus par la suite par rapport aux comptes à recevoir radiés sont portés au crédit des résultats et résultat étendu consolidés. La provision pour créances douteuses est calculée principalement sur une analyse spécifique de chaque compte débiteur.

La Société minimise son exposition au risque de crédit en plaçant son argent auprès de grandes banques. La direction estime que ces grandes banques présentent un faible risque de perte.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité consiste en la possibilité que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidités en faisant un suivi serré de sa trésorerie afin de s'assurer de maintenir un niveau suffisant pour pourvoir à ses obligations financières dans un avenir prévisible. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Une bonne partie des besoins de la Société sont comblés par les flux de trésorerie générés par ses opérations. Au cours des derniers exercices, la Société a principalement financé son expansion par voie d'émission d'actions, de dette à long-terme et de débentures convertibles. Au 31 décembre 2010, Resource IT de Mexico S.C. ne rencontrait pas les ratios financiers spécifiés dans ses ententes bancaires (voir Note 19).

Le tableau qui suit indique les obligations financières de la Société:

	Débentures convertibles \$	Dette à long terme \$	Emprunts bancaires \$	Comptes fournisseurs et charges à payer \$	Total \$
2011	166 875	-	1 588 693	2 117 290	3 872 858
2012	207 000	268 048	70 490	-	545 538
2013	501 185	-	47 392	-	548 577

En considérant les opportunités de financement accessibles à la Société, l'encaisse et le calendrier de paiement des passifs, la direction évalue le risque de liquidité de la Société comme modérément élevé.

# RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

## Instruments financiers (suite)

### Juste valeur

La Société a déterminé que la valeur comptable de ses comptes clients, emprunts bancaires et comptes fournisseurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur des débetures convertibles et de la dette à long terme a été déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés. Le tableau qui suit indique le classement des instruments financiers de même que leur valeur comptable et leur juste valeur :

31 décembre 2010

	Actifs détenus à des fins de transaction \$	Prêts et créances \$	Autres éléments de passif \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actifs financiers					
Encaisse	756 402			756 402	756 402
Comptes clients		2 529 009		2 529 009	2 529 009
Passifs financiers					
Emprunts bancaires			1 688 253	1 688 253	1 688 253
Comptes fournisseurs et charges à payer			2 117 290	2 117 290	2 117 290
Débetures convertibles			578 499	578 499	578 499
Dette à long terme			268 048	268 048	- (a)

- (a) Suite à un différend entre la Société et les vendeurs des filiales mexicaines, la cédule de paiement est présentement en renégociation. La Société ne sait présentement pas si et quand la balance de cette dette sera payée, par conséquent la Société est présentement incapable d'estimer la juste valeur de la dette à long terme.

31 décembre 2009

	Actifs détenus à des fins de transaction \$	Prêts et créances \$	Autres éléments de passif \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actifs financiers					
Encaisse	294 455			294 455	294 455
Comptes clients		2 740 447		2 740 447	2 740 447
Passifs financiers					
Emprunts bancaires			1 471 757	1 471 757	1 471 757
Comptes fournisseurs et charges à payer			2 518 908	2 518 908	2 518 908
Débetures convertibles			540 587	540 587	540 587
Dette à long terme			306 659	306 659	306 659

### Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur requiert l'utilisation de données observées sur les marchés chaque fois que ces données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour laquelle des données importantes ont été prises en compte pour mesurer la juste valeur. L'encaisse est le seul actif financier évalué à la juste valeur au 31 décembre 2010 et elle est classée au Niveau 1.

### Transaction hors bilan

La Société n'a réalisé aucune transaction hors bilan au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

## Modifications comptables

### Normes comptables futures

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS.

### Transition vers les normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS.

La Société a établi un plan de basculement en vue de la conversion à ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Le comité de vérification, ressources humaines et de régie d'entreprise reçoit des rapports tous les trimestres. Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales, soit

- l'évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée qui comprenait un examen approfondi des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. – Complété durant le T4 2009.
- l'analyse des répercussions permet à ODÉSIA de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape aboutira à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix initiaux de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir et l'évaluation quantitative des incidences, le cas échéant. Les implications de notre plan de transition et de conversion ayant été notés, nous avons procédé à l'évaluation des incidences sur les autres volets importants de la conversion; soit les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les répercussions sur les activités de la Société, et finalement, tout changement pour assurer l'intégrité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information. Aucune incidence importante n'est prévue. - Sera complété au cours du T2 2011.
- la conception, la mise en œuvre et l'examen devraient aboutir à i) l'ajustement ou à la modification des systèmes et processus appropriés; ii) la mise à jour et l'élaboration de conventions comptables, contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière et iii) la préparation parallèle des états financiers annuels comparatifs d'ODÉSIA selon les PCGR du Canada. En collaboration avec nos vérificateurs externes, nous mettrons également en œuvre une mission de certification visant notre situation financière d'ouverture à la transition. - Sera complété au cours du T2 2011.

La norme IFRS 1 exige que les nouveaux adoptants choisissent des méthodes comptables respectant chacune des IFRS en vigueur à la fin de la première période intermédiaire de la Société visée par les IFRS et qu'ils appliquent ces méthodes à l'ensemble des périodes présentées dans les premiers états financiers dressés selon les IFRS. L'exigence générale de l'IFRS 1 est l'application rétrospective complète de toutes les normes comptables; il existe toutefois certaines exceptions et exemptions. Nous évaluons actuellement ces exceptions et exemptions, et fournirons des renseignements à ces égards lors de la publication des résultats du premier trimestre de 2011.

La Société a terminé son évaluation de certaines normes, lesquelles sont décrites ci-après. Veuillez prendre note que l'évaluation a été faite en fonction des normes existantes et de la conjoncture économique actuelle et pourrait changer d'ici la publication des résultats du premier trimestre de 2011. Nous continuerons de suivre l'évolution des normes et d'apporter les ajustements qui s'imposent afin de nous assurer que les lecteurs sont tenus au courant. En outre, l'information présentée ci-après n'est qu'un bref sommaire des principales incidences de la conversion aux IFRS.

## Transition vers les normes internationales d'information financière (« IFRS ») (suite)

### Immobilisations corporelles

ODÉSIA a évalué les IFRS par rapport aux PCGR canadiens et n'a relevé aucune incidence importante sur ses états financiers hormis les obligations d'information additionnelles. La direction continuera d'utiliser le coût historique comme indicateur de mesure et procédera à l'évaluation de la dépréciation à la date de la transition, puis annuellement par la suite si un événement déclencheur survient. En ce qui concerne les systèmes, la direction n'a relevé aucun aspect nécessitant une intervention au cours de l'étape de conception.

### Instruments financiers

ODÉSIA n'a relevé aucune incidence importante relativement à la comptabilisation et à la présentation de l'information. Il existe certaines différences entre les PCGR canadiens et les IFRS pour définir le classement des actifs financiers et des passifs financiers, mais ces différences n'ont aucune incidence sur le classement effectué actuellement par la Société selon les PCGR du Canada.

### Consolidation

La Société n'a relevé aucune incidence importante sur ses états financiers. Les entités du Groupe ODÉSIA consolidé appliquent les mêmes conventions comptables et ont des périodes de présentation de l'information financière correspondantes selon les PCGR canadiens.

### Change

La Société a également évalué les IFRS par rapport aux PCGR canadiens à l'égard des opérations de change et n'a relevé aucune incidence importante sur ses états financiers. ODÉSIA a réévalué les monnaies fonctionnelles de chacune de ses entités, revu les concepts de conversion des devises et conclu qu'aucun ajustement n'était nécessaire.

### Dotation aux provisions

ODÉSIA s'attend à ce que le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs à long terme soit touché, mais ne prévoit aucun impact significatif pour la Société. La Société devra ajuster la présentation de l'information financière sur la dotation aux provisions conformément à leur classement. Bien que les seuils des critères de comptabilisation et d'évaluation aient été resserrés selon les IFRS, ODÉSIA estime qu'ils auront peu d'incidence sur ses états financiers.

### Regroupements d'entreprises

IFRS 3, « Regroupements d'entreprises », peut être appliquée rétrospectivement ou prospectivement. L'application rétrospective exigerait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de basculement. Nous ne choisirons pas l'application rétrospective d'IFRS 3 aux regroupements d'entreprises qui ont lieu avant la date de basculement, et ceux-ci ne seront pas retraités. En vertu des exemptions, la valeur comptable déjà établie selon les PCGR du Canada des écarts d'acquisition qui ont pris naissance avant la date de basculement relativement à ces regroupements d'entreprises ne sera pas ajustée, sauf si IFRS 1 l'exige.

### Dépréciation

La dépréciation est abordée dans la norme IAS 36 et aura une incidence sur la Société. Contrairement aux PCGR canadiens, la dépréciation est calculée en une étape à l'aide d'un taux d'actualisation propre à l'actif. En outre, lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs d'un actif, il existe certaines restrictions quant aux éléments dont on peut tenir compte. La probabilité de dépréciation d'un actif est plus élevée en vertu des lignes directrices plus restrictives des IFRS. Toutefois, les IFRS prévoient également la reprise ultérieure de cette dépréciation. ODÉSIA estime qu'ils auront peu d'incidence sur ses états financiers.

### Paiements à base d'actions

En ce qui concerne le coût de la rémunération liée aux options sur actions, les IFRS exigent le recours à la méthode d'acquisition graduelle des droits pour les attributions dont la période d'acquisition est supérieure à un an. Présentement, ODÉSIA comptabilise ce coût selon la méthode linéaire aux fins des PCGR canadiens. Ce changement de méthode n'aura pas d'incidence importante sur les systèmes à la transition. ODÉSIA devra appliquer rétroactivement la norme IFRS aux options attribuées dont les droits n'ont pas été acquis. À l'instar d'autres rubriques, nous devons fournir davantage d'informations pour respecter les normes IFRS.

### Présentation

La présentation de l'information est traitée par plusieurs normes comptables internationales, dont la plupart ne présentent pas de différence importante par rapport aux PCGR canadiens. À l'instar des autres rubriques, il y aura des obligations d'information additionnelles dans les notes aux états financiers. Dans certains cas, des informations seront permutées entre les notes et les tableaux des états financiers. Selon les IFRS, ODÉSIA sera tenue de présenter un état des capitaux propres distinct alors que l'état des bénéfices non répartis sera éliminé. En ce qui concerne les informations sectorielles, nous ne prévoyons aucune différence par rapport à la présentation actuelle.

## Transition vers les normes internationales d'information financière (« IFRS ») (suite)

### Présentation (suite)

L'évaluation de ses choix de conventions comptables ne révèle actuellement aucune incidence importante sur les principales mesures du rendement d'ODÉSIA, à l'exception des répercussions identifiées plus haut. En ce qui concerne les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt, les choix de conventions comptables de la Société selon les IFRS n'entraînent pour l'instant aucun changement important dans les postes des états financiers compris dans les calculs.

### Technologie de l'information et systèmes de données

À l'heure actuelle, la Société n'a relevé aucune incidence importante visant les systèmes dans le cadre du passage aux IFRS.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La Société a conclu que les contrôles internes applicables à notre processus de présentation en vertu des PCGR canadiens sont essentiellement les mêmes que ceux requis dans notre présentation des IFRS. Au cours de l'exercice 2011, notre attention sera particulièrement portée sur l'efficacité des contrôles au cours de l'exercice de transition.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société devra concevoir les contrôles et procédures appropriés afin d'assurer que l'information supplémentaire puisse être rassemblée et présentée. Comme il a été mentionné plus tôt, les notes complémentaires aux états financiers seront plus élaborées. ODESIA s'affaire également à créer une ébauche de son premier jeu d'états financiers intermédiaires selon les IFRS.

Les documents seront considérablement modifiés, y compris l'information sur les conventions comptables et de nouveaux processus seront élaborés pour préparer les taux d'actualisation précis des actifs ou des passifs.

### Processus d'affaires

Au cours des derniers mois, la formation a été orientée vers les provisions et la dépréciation d'actifs.

Nous sommes à évaluer les incidences des IFRS sur nos clauses restrictives, mais nous ne prévoyons aucune incidence importante à ce niveau.

## Contrôles et procédures

Contrairement à l'attestation prévue dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), ODÉSIA, à titre d'émetteur émergent, ne fait aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. Plus particulièrement, la direction ne fait aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

- I) les contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais présents par cette législation;
- II) le processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

La direction d'ODÉSIA a la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'examen des états financiers et du rapport de gestion annuels et intermédiaires; pour déclarer que les documents annuels et intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ; et pour déclarer que les états financiers annuels et intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels et intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'ODÉSIA, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour cet exercice ou période.

Les investisseurs doivent savoir que les limites sur la capacité de la direction d'ODÉSIA de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières.

## Facteurs de risques

Les affaires de la Société sont généralement sujettes à certains risques qui sont décrits comme suit :

### Dépendance envers les clients importants

Un nombre limité de clients a, dans le passé, généré une partie importante des produits d'exploitation de la Société. La concentration des produits d'exploitation de la Société auprès d'un nombre limité de clients peut faire en sorte que ses produits d'exploitation et bénéfices fluctuent de manière appréciable d'un trimestre à l'autre. La Société s'attend à ce que, dans un avenir prévisible, les produits d'exploitation attribuables à un nombre relativement limité de clients continuent de représenter un pourcentage important de ses produits d'exploitation et rien ne garantit que les clients de la Société, y compris ses clients importants, continueront d'utiliser ses solutions ou qu'ils continueront à les utiliser au même degré qu'auparavant. La perte d'un ou de plusieurs des clients importants de la Société ou une réduction importante de leur utilisation des services et solutions de la Société, y compris une perte ou une réduction causée par des facteurs hors du contrôle de la Société, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. En outre, des retards dans le recouvrement (ou l'impossibilité de recouvrer) des comptes à recevoir de l'un, ou plusieurs, des clients importants de la Société pourraient avoir des conséquences défavorables importantes sur ses liquidités ou son fonds de roulement.

### La gestion de la croissance et le développement de marché

La Société prévoit que ses activités et l'industrie dans laquelle elle est active continueront d'évoluer rapidement. La Société prévoit augmenter de façon importante ses efforts de commercialisation, sa capacité de fournir des solutions et services à ses clients, tant au Canada qu'à l'étranger, et le nombre de personnes à son emploi. Si la Société connaît une croissance rapide, sa capacité à être rentable pourra dépendre, entre autres, de sa capacité à gérer en même temps un nombre important de ressources humaines et de projets en intelligence d'affaires. Le défaut des dirigeants de la Société de réagir avec efficacité aux changements technologiques et dans les conditions d'affaires, et de gérer ces changements, pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

### L'importance et les coûts de la main-d'œuvre

La Société dépendra des services de ses employés spécialisés et de son personnel de direction. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. La réussite de la Société sera largement tributaire de son habileté continue à identifier, embaucher, former, motiver et conserver des employés de direction, employés spécialisés et du personnel de vente et de commercialisation hautement compétent. La concurrence à l'égard de ses employés peut être intense et la Société ne peut assurer qu'elle sera en mesure d'attirer du personnel spécialisé ou de direction hautement compétent à l'avenir. Son incapacité à attirer et à conserver le personnel de direction et technique, les employés des ventes et de commercialisation nécessaire pourrait avoir une incidence défavorable sur sa croissance et sa rentabilité future. La Société pourrait être obligée d'augmenter la rémunération versée aux employés actuels ou aux nouveaux employés de façon telle que ses dépenses d'exploitation pourraient être substantiellement augmentées.

### La concurrence et l'évolution technologique

Le marché nord-américain des spécialistes de l'intelligence d'affaires est l'affaire d'entreprises de modeste taille. Généralement, ces entreprises se spécialisent dans un champ d'activités très pointu et très peu d'entre elles offrent des services complets dans ce domaine. Dans le but de demeurer à la fine pointe de la technologie, la Société devra développer une gamme complète de solutions. Que ce soit une concurrence livrée par de nouveaux arrivants offrant des solutions d'intelligence d'affaires, ou d'entreprises déjà établies, la concurrence au sein de l'industrie d'intelligence d'affaires d'entreprises offrant des solutions semblables à celles qu'offrira la Société devrait augmenter au cours des prochaines années. Certains concurrents de la Société pourraient avoir des ressources financières, techniques et de commercialisation qui pourraient être significativement supérieures à celles de la Société. Des progrès technologiques et le développement de certains produits ou solutions par des concurrents de la Société pourraient avoir pour effet de rendre désuets les produits ou solutions de la Société ou d'en réduire leur utilité pour les clients.

### Incertitude reliée au marché des technologies de l'information

Le marché à l'égard des services que la Société offrira est tributaire des conditions économiques qui touchent le marché des technologies de l'information, plus particulièrement les services offerts en matière d'intelligence d'affaires. Des replis de l'économie pourraient faire en sorte que les clients annulent ou retardent des commandes à l'égard de ces services. Dans ce contexte, les clients pourraient connaître des difficultés financières, ne pas s'offrir ces services ou reporter les budgets pour la mise en place des solutions offertes par la Société ou cesser de faire affaires. À son tour, cette situation pourrait entraîner des cycles de vente plus longs, des retards ou des défauts de paiement ou de perception ainsi que des pressions sur les prix ce qui ferait en sorte que la Société réaliserait des revenus et des marges inférieurs.


## Facteurs de risques (suite)

### Taux de change

Les résultats de la Société peuvent être affectés par les fluctuations du taux de change entre les devises étrangères et le dollar canadien. En effet, l'une des stratégies de la Société est de développer le volet international et ainsi ses revenus et ses dépenses peuvent être libellés en devises canadiennes et étrangères, principalement américaine, européenne et mexicaine, dans des proportions différentes. Ceci peut avoir une incidence défavorable ou favorable selon les fluctuations des taux de change sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

**Vous trouverez davantage de renseignements concernant la Société en consultant le site de Sedar ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).**

Montréal, le 26 avril 2011



Nicolas Bonnafous, président et chef de la direction



Simon Lepage, chef des finances



Les états financiers consolidés de Groupe ODÉSIA inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers consolidés renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers consolidés soient présentés fidèlement à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est concordante avec les états financiers consolidés. La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de haute qualité. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration et est majoritairement composé d'administrateurs externes. Le comité rencontre périodiquement la direction ainsi que les vérificateurs afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière et des questions de vérification, et afin d'examiner les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité fait part de ses constatations lorsque le conseil d'administration approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., une firme indépendante de comptables agréés, a reçu le mandat de vérifier les états financiers consolidés de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de la Société sur les recommandations du comité de vérification.

Nicolas Bonnafous  
Président et chef de la direction

Simon Lepage  
Chef des finances

26 avril 2011

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de  
Groupe ODÉSIA Inc

Raymond Chabot Grant Thornton  
S.E.N.C.R.L.  
Bureau 2000  
Tour de la Banque Nationale  
600 De La Gauchetière Street West  
Montréal, Québec H3B 4L8

Téléphone: 514 878-2691  
Télécopieur: 514 878-2127  
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Groupe ODÉSIA Inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats et des résultats étendus, du déficit et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Groupe ODÉSIA Inc. aux 31 décembre 2010 et 2009 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>*

Montréal  
Le 26 avril 2011

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur permis n° 20154

## GROUPE ODESIA INC.

## RÉSULTATS ET RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

<b>Pour les exercices terminés les 31 décembre</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Chiffre d'affaires	12 534 824	14 162 719
Coût des services fournis, frais d'exploitation et d'administration	11 177 847	14 103 226
Bénéfice avant les éléments suivants	1 356 977	59 493
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	43 979	82 014
Frais financiers et effet de change (note 5)	478 463	470 901
Radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition	962 872	-
Perte avant impôts sur les bénéfices	(128 337)	(493 422)
Impôts sur les bénéfices (note 6)		
Exigibles	103 441	8 066
Futurs	38 504	(30 267)
	141 945	(22 201)
Perte nette et résultat étendu	(270 282)	(471 221)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué (note 7)	29 620 286	29 620 286
Perte nette par action de base et diluée (note 7)	(0,009)	(0,016)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés et la note 4 fournit d'autres informations sur les résultats consolidés.

GROUPE ODESIA INC.

## DÉFICIT CONSOLIDÉ

Pour les exercices terminés les 31 décembre	2010 \$	2009 \$
Déficit au début	(3 943 147)	(3 471 926)
Perte nette	(270 282)	(471 221)
Déficit à la fin	(4 213 429)	(3 943 147)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## GROUPE ODESIA INC.

## BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre	2010 \$	2009 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	756 402	294 455
Débiteurs (note 8)	2 920 304	3 283 024
Contrats en cours	1 692	55 791
Frais payés d'avance	65 154	88 296
Crédit d'impôt à la recherche et développement recouvrable (note 4)	480 365	-
Impôts futurs (note 6)	28 072	36 885
	<b>4 251 989</b>	<b>3 758 451</b>
Immobilisations corporelles (note 9)	31 252	64 969
Autres actifs	47 224	72 565
Actifs incorporels (note 10)	-	15 000
Écarts d'acquisition	35 565	983 437
Crédit d'impôt à la recherche et développement recouvrable (note 4)	63 299	-
Impôts futurs (note 6)	394 452	422 090
	<b>4 823 781</b>	<b>5 316 512</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 11)	1 588 693	1 471 757
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 117 290	2 518 908
Revenus perçus par anticipation	47 458	109 210
Impôts sur les bénéfices à payer	21 680	31 563
Versements sur les débetures convertibles (note 12)	97 500	75 000
Versements sur la dette à long terme (note 13)	-	147 771
Impôts futurs (note 6)	148 876	146 823
	<b>4 021 497</b>	<b>4 501 032</b>
Emprunts bancaires (note 11)	99 560	-
Débetures convertibles (note 12)	480 999	465 587
Dette à long terme (note 13)	268 048	158 888
	<b>4 870 104</b>	<b>5 125 507</b>
<b>CAPITAUX PROPRES (DÉFICIT)</b>		
Capital-actions et bons de souscription (note 14)	3 499 743	3 499 743
Portion capitaux propres des débetures convertibles (note 12)	206 532	206 532
Surplus d'apport (note 15)	460 831	427 877
Déficit	(4 213 429)	(3 943 147)
	<b>(46 323)</b>	<b>191 005</b>
	<b>4 823 781</b>	<b>5 316 512</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,



Nicolas Bonnafous, administrateur



Michael Perreault, administrateur

## GROUPE ODESIA INC.

## FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre	2010 \$	2009 \$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Perte nette	(270 282)	(471 221)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	43 979	76 849
Amortissement des actifs incorporels	-	5 165
Radiation d'actifs incorporels et d'écart d'acquisition	962 872	-
Amortissement des frais d'émission des débetures convertibles	12 924	12 924
Frais d'intérêts implicites (note 5)	56 675	77 398
Rémunération à base d'actions (note 15)	32 954	10 083
Impôts futurs	38 504	(30 267)
Variation des éléments du fonds de roulement (note 16)	(576 956)	550 087
	<b>300 670</b>	<b>231 018</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 824)	(7 208)
Disposition d'immobilisations corporelles	2 562	-
Autres actifs	25 341	(2 138)
	<b>15 079</b>	<b>(9 346)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Emprunts bancaires	216 496	(91 907)
Remboursement des débetures convertibles	(22 500)	(22 500)
Remboursement de la dette à long terme	(47 798)	(183 066)
	<b>146 198</b>	<b>(297 473)</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'encaisse</b>	<b>461 947</b>	<b>(75 801)</b>
<b>Encaisse au début de la période</b>	<b>294 455</b>	<b>370 256</b>
<b>Encaisse à la fin de la période</b>	<b>756 402</b>	<b>294 455</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 01 Statuts et nature des activités

La Société, constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, offre des solutions en intelligence d'affaires et en entrepôts de données aux grandes et moyennes entreprises. La Société s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise.

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, laquelle prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

## 02 Modifications comptables

### Normes comptables futures

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS.

## 03 Conventions comptables

### Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

### Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principales estimations comptables portent sur la provision pour créances irrécouvrables, les crédits d'impôts, les impôts futurs, les actifs incorporels, l'écart d'acquisition et la rémunération à base d'actions.

### Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales en propriété exclusive, Odésia Solutions Inc., Resource IT de Mexico S.C., Resource IT Software de Mexico de S.A. de C.V. et Global Business Integration de Mexico S.A. de C.V., et de sa filiale détenue à 70 %, Odésia Europe SAS. Toutes les transactions et soldes inter-sociétés ont été éliminés.

### Conversion de devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises des sociétés canadiennes et des établissements étrangers intégrés sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les revenus et les dépenses libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des revenus et des dépenses liés aux éléments non monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. L'effet de change sur les actifs et les passifs financiers est comptabilisé à l'état des résultats.

## 03 Conventions comptables (suite)

### Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont d'abord comptabilisés à la juste valeur et sont subséquemment comptabilisés selon leur classification, tel que décrit ci-après. Le classement dépend de l'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques.

#### *Actifs détenus à des fins de transaction*

Les actifs financiers qui sont achetés ou acquis dans le but principal de dégager des profits à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. De plus, tout autre actif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des actifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net dans l'exercice au cours duquel il se produit. L'encaisse est classée comme actif détenu à des fins de transaction.

#### *Actifs disponibles à la vente*

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non-dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou ne sont pas classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers classés dans la catégorie des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf les placements dans les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'existe pas de prix coté sur un marché actif et qui devraient être constatés au coût. L'intérêt sur les actifs disponibles à la vente est calculé au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est comptabilisé en résultat net. Lorsque la juste valeur est réputée être autre que temporaire, la perte cumulative enregistrée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est supprimée et comptabilisée en résultat net. Les gains et les pertes réalisés relativement à la disposition des titres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net. Aucun actif financier n'est classé comme actif disponible à la vente.

#### *Actifs détenus jusqu'à l'échéance*

Les titres qui ont une date d'échéance fixe et pour lesquels la Société a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance sont classés comme des actifs détenus jusqu'à l'échéance et comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Aucun actif financier n'est classé comme actif détenu jusqu'à l'échéance.

#### *Prêts et créances*

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non-dérivés provenant de la remise de la trésorerie ou d'autres actifs en retour d'une promesse de remboursement à une date déterminée, ou à vue, normalement avec des intérêts. Les prêts et les créances sont calculés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les comptes débiteurs sont classés comme prêts et créances.

#### *Passifs détenus à des fins de transaction*

Les passifs financiers classés comme passifs détenus à des fins de transaction comprennent les passifs dérivés qui ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, les obligations de remettre des actifs financiers empruntés par un vendeur à découvert et les passifs financiers qui s'intègrent dans un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble dans le but d'engendrer des profits à court terme. De plus, tout autre passif financier peut être désigné par la Société lors de la comptabilisation initiale comme des passifs détenus à des fins de transaction. Ces instruments sont calculés à la juste valeur avec des modifications relativement à la juste valeur qui sont comptabilisées en résultat net durant la période. Aucun passif n'est classé comme passif détenu à des fins de transaction.

#### *Autres éléments de passif*

Les autres éléments de passif sont comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts bancaires, les comptes fournisseurs et charges à payer, les débetures convertibles et la dette à long terme sont classés comme autres éléments de passif.

### Dérivés incorporés

Les dérivés peuvent être incorporés à d'autres instruments financiers et non-financiers (instruments hôtes). Avant l'adoption des nouvelles normes, les dérivés incorporés n'étaient pas comptabilisés séparément des instruments hôtes, sauf dans des circonstances particulières. Selon les nouvelles normes, les dérivés incorporés sont traités comme des dérivés distincts, lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas étroitement liés à ceux des instruments hôtes, que les termes du dérivé incorporé sont les mêmes que ceux d'un dérivé autonome, et que le contrat combiné n'est pas un actif ou un passif détenu à des fins de transaction ou désigné à la juste valeur. Ces dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur et toute variation subséquente est comptabilisée dans l'état des résultats. La Société n'a aucun dérivé incorporé.

## 03 Conventions comptables (suite)

### Résultat étendu

Le résultat étendu est composé du résultat net de la Société et des autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu comprennent les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente, les variations de la juste valeur marchande des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et les rajustements pour la conversion des devises étrangères relativement aux établissements étrangers autonomes, déduction faite, dans chaque cas, des impôts. La Société ne possède aucun élément qui doit être présenté dans le résultat étendu.

### Frais de transaction

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme disponibles à la vente) sont ajoutés ou soustraits de la juste valeur des actifs ou des passifs financiers, selon ce qui convient, lors de la comptabilisation initiale.

### Constatation des produits

Les produits sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable, que la livraison a eu lieu, que les services ont été fournis et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré. En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, la Société applique les principes spécifiques suivants :

#### *Produits de la vente de logiciels*

Les produits de la vente de logiciels ne représentent qu'une petite portion du chiffre d'affaires total de la Société et sont comptabilisés lorsque le client prend possession du logiciel. La Société agit à titre de revendeur, au nom de la tierce partie, de logiciels prêts pour l'utilisation. La Société n'a aucun accord de prestations multiples.

#### *Produits de contrats de maintenance*

Les produits provenant des contrats de maintenance ne représentent qu'une petite portion du chiffre d'affaires total de la Société et sont constatés linéairement sur la durée des contrats de 12 mois.

#### *Produits de commissions*

Les produits provenant des commissions ne représentent qu'une petite portion du chiffre d'affaires total de la Société et sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

#### *Produits de consultation informatique*

Les produits provenant de la consultation informatique sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Selon cette méthode, les produits, incluant les profits, sont constatés proportionnellement au degré d'avancement des travaux. La Société utilise la méthode des efforts fournis selon laquelle le degré d'avancement est calculé en fonction des heures engagées à la date des états financiers par rapport au total estimatif des heures. Les contrats en cours sont évalués en tenant compte des heures travaillées à facturer et des débours effectués pour des clients. Les pertes sont comptabilisées dès qu'il est possible de les déterminer.

#### *Produits d'intérêts*

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice et sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Crédit d'impôt remboursable

La filiale Odésia Solutions Inc. est admissible à un crédit d'impôt provincial recouvrable relié au développement des technologies de l'information établi sur la base des salaires admissibles. Les filiales Odésia Solutions Inc. et Odésia Europe SAS sont admissibles à un crédit d'impôt à la recherche et développement.

Les crédits d'impôt sont comptabilisés lorsque la Société a une certitude raisonnable que ceux-ci seront réalisés. Le crédit d'impôt enregistré par la Société doit faire l'objet de révisions et d'approbations par les autorités fiscales, et il est possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé.

## 03 Conventions comptables (suite)

### Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Cependant, les frais de développement sont reportés lorsqu'ils respectent les critères généralement reconnus jusqu'à concurrence du montant dont la récupération peut raisonnablement être considérée comme certaine. Ils sont alors amortis sur des périodes correspondantes à leur durée de vie utile lorsque leur commercialisation débute ; cette période est estimée à cinq ans.

### Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber. La Société constate les actifs d'impôts futurs seulement s'il est plus probable qu'improbable que certains ou que la totalité des actifs d'impôts futurs seront réalisés.

### Rémunération à base d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions, décrit à la Note 15, pour lequel elle applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux non-salariés. La juste valeur des options d'achat d'actions attribuées aux salariés est établie à la date de l'attribution à l'aide d'un modèle d'évaluation d'options, et la charge de rémunération relié à ces options est constatée sur la période d'acquisition des options. Les options d'achat d'actions attribuées aux non-salariés doivent être comptabilisées sur la base soit de la juste valeur de la contrepartie reçue, soit de la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées, en retenant la juste valeur dont la mesure est la plus fiable. Si la méthode de la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées est sélectionnée, un modèle d'évaluation d'options est utilisé à la première des trois dates suivantes :

- la date à laquelle l'autre partie a exécuté intégralement son obligation
- la date à laquelle l'autre partie prend un engagement d'exécution en vue d'acquérir les droits aux instruments de capitaux propres; ou
- la date à laquelle les instruments de capitaux propres sont émis si les droits aux instruments sont alors entièrement acquis et non susceptibles d'extinction;

La charge de rémunération relié à ces options pour les non-salariés est constatée sur la période d'acquisition des options.

Toute contrepartie payée par les salariés et les non-salariés au moment de l'exercice des options ainsi que la charge de rémunération relié à ces options initialement constatée dans le surplus d'apport sont portés au compte du capital-actions.

### Perte nette par action de base et diluée

Les montants par action ont été calculés selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tous les exercices présentés. Le résultat par action dilué est calculé en ajustant les actions en circulation pour tenir compte de l'effet dilutif des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débentures convertibles. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription et des options d'achat d'actions. La méthode de la conversion hypothétique est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des débentures convertibles. Pour tous les exercices présentés, l'effet des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des débentures convertibles n'est pas pris en compte, car il serait anti-dilutif. En conséquence, il n'y a pas de différence entre la perte nette par action de base et la perte nette par action diluée.

### Amortissement

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût moins les crédits d'impôts applicables, l'amortissement cumulé et la radiation. Ils sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

	<u>Périodes</u>
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	2 ans
Mobilier	5 ans
Améliorations locatives	71 mois
Liste de clients	3 ans

## 03 Conventions comptables (suite)

### Dépréciation d'actifs à long terme

La valeur comptable des immobilisations corporelles et des actifs incorporels est soumise à un test de recevabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable de ces actifs n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle d'un actif. Les actifs incorporels qui sont considérés avoir une durée de vie indéfinie sont soumis annuellement à un test de dépréciation. La valeur comptable de ces actifs n'est pas considérée recouvrable quand elle excède la somme des flux de trésorerie actualisés, estimés de leur utilisation et de leur éventuelle disposition. Dans de tels cas, une perte de valeur doit être constatée, et celle-ci correspond à l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition d'une entreprise sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments d'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il survient des événements ou des situations qui indiquent une dépréciation possible. Toute dépréciation possible de l'écart d'acquisition est détectée en comparant la valeur comptable de l'unité d'exploitation à sa juste valeur. Si une dépréciation possible est identifiée, celle-ci est quantifiée en comparant la valeur comptable de l'écart d'acquisition à sa juste valeur. La juste valeur de l'unité d'exploitation est calculée en fonction des flux de trésorerie actualisés.

### Débetures convertibles

Les composantes des débetures convertibles ont été présentées séparément à titre de passif et de capitaux propres sur le bilan consolidé. La valeur de la composante passif des débetures convertibles a été établie, au moment de son émission, en actualisant les obligations futures en matière d'intérêts et de capital semi-annuel et le capital dû à l'échéance à un taux d'actualisation qui représente le taux d'intérêt créditeur estimatif accessible par la Société pour des débetures similaires sans droit de conversion. La partie résiduelle du produit brut tiré de l'émission de ces débetures convertibles est présentée dans le cadre des capitaux propres des actionnaires dans le bilan consolidé. La composante capitaux propres représente la juste valeur du droit de conversion accordé au porteur, lequel demeure un montant fixe pendant toute la durée des débetures convertibles connexes. Les frais d'émission des débetures convertibles sont imputés aux deux composantes en fonction de la juste valeur proportionnelle.

La composante passif présentée sur le bilan augmente au cours de la durée des débetures et jusqu'à la valeur nominale totale des débetures en circulation lors de l'échéance. La différence, accroissement sur les débetures convertibles, est indiquée comme des dépenses d'intérêts débiteurs implicites. Par conséquent, les intérêts débiteurs reflètent le taux effectif de la composante passif des débetures convertibles.

Lorsque les porteurs font la conversion des débetures convertibles en actions ordinaires, les composantes passif et capitaux propres sont transférées en actions ordinaires.

### Capital-actions

Les produits des émissions d'unités sont répartis entre les actions ordinaires et les bons de souscription selon leurs justes valeurs respectives.

## 04 Informations sur les résultats consolidés

	2010 \$	2009 \$
Crédit d'impôt remboursable pour le développement des technologies de l'information, présenté en diminution du coût des services fournis, frais d'exploitation et d'administration	(435 549) (a)	(546 938) (b)
Crédit d'impôt à la recherche et développement, présenté en diminution du coût des services fournis, frais d'exploitation et d'administration	(700 652) (c)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	43 979	76 849
Amortissement des actifs incorporels	-	5 165
Radiation d'actifs incorporels	15 000	-
Radiation d'écart d'acquisition	947 872	-
Rémunération à base d'actions	32 954	10 083
Régime d'unités différées en actions	19 464	(59 337)
Aide gouvernementale en réduction du coût des services fournis, frais d'exploitation et d'administration	-	(54 365)

- a) De ce montant, 375 000\$ est constaté comme crédit d'impôt recouvrable dans les débiteurs au 31 décembre, 2010 (note 8).
- b) De ce montant, 520 000\$ est constaté comme crédit d'impôt recouvrable dans les débiteurs au 31 décembre, 2009 (note 8).
- c) Ce montant de crédit d'impôt à la recherche et développement se rapporte à 2008 (240 315\$), 2009 (150 716\$) et 2010 (309 621\$); il n'y a pas eu de crédit d'impôt à la recherche et développement constaté dans les années précédentes puisque l'admissibilité des projets n'avait pas été confirmée. Un montant de 543 664\$ a été constaté à titre de crédit d'impôt à la recherche et développement recouvrable au 31 décembre 2010.

## 05 Frais financiers et effet de change

	2010 \$	2009 \$
<i>Autres charges financières</i>		
Intérêt sur les emprunts bancaires	222 433	268 766
Intérêts sur les débetures convertibles	71 625	72 750
Intérêts sur la dette à long terme	9 352	38 153
Frais d'intérêts implicites	56 675	77 398
	<b>137 652</b>	<b>188 301</b>
	<b>360 085</b>	<b>457 067</b>
Perte (gain) sur taux de change	104 257	(10 749)
Autres	14 121	24 583
	<b>478 463</b>	<b>470 901</b>

## 06 Impôts sur les bénéfices

	2010 \$	2009 \$
Perte avant impôts sur les bénéfices	(128 337)	(493 422)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 29,90 % (30,90 % au 31 décembre 2009)	(38 373)	(152 467)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices résultant des éléments suivants:		
Écart entre le taux d'imposition utilisé pour les impôts futurs et le taux d'imposition statutaire	(12 269)	(7 323)
Avantage fiscal découlant de pertes non comptabilisées	(66 101)	223 985
Éléments non déductibles et autres	258 688	(86 396)
Dépense (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	<b>141 945</b>	<b>(22 201)</b>
Impôts exigibles	<b>103 441</b>	<b>8 066</b>
Impôts futurs	<b>38 504</b>	<b>(30 267)</b>
	<b>141 945</b>	<b>(22 201)</b>

## 06 Impôts sur les bénéfices (suite)

Les impôts futurs résultants d'écarts temporaires sont présentés ci-dessous:

	2010 \$	2009 \$
Pertes fiscales inutilisées	219 142	338 954
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	245 694	263 157
Frais de financement	4 573	13 589
Réserves non déductibles	28 072	44 360
	<b>497 481</b>	<b>660 060</b>
Crédit d'impôt à la recherche et développement	(59 403)	-
Crédit d'impôt remboursable pour le développement des technologies de l'information	(106 500)	(155 480)
	<b>(165 903)</b>	<b>(155 480)</b>
Provision pour moins-value	(57 930)	(192 428)
Actif d'impôt futur, montant net	273 648	312 152
Actif d'impôt futur	422 524	458 975
Passif d'impôt futur	(148 876)	(146 823)
	<b>273 648</b>	<b>312 152</b>

Au 31 décembre 2010, la filiale mexicaine dispose, aux fins des impôts sur les bénéfices, d'un report prospectif de pertes autres qu'en capital d'approximativement 605 135\$ (578 624\$ au 31 décembre 2009) non comptabilisé aux livres.

## 07 Perte nette par action

Les titres potentiellement dilutifs (Débentures convertibles – Note 12, Bons de souscription – Note 14, Options d'achat d'actions – Note 15) dont le prix d'exercice était supérieur à la valeur à la cote des actions ordinaires, ou encore en raison de leur effet anti-dilutif, n'ont pas été inclus dans le calcul de la perte diluée par action puisque la Société a réalisé une perte nette.

## 08 Débiteurs

	2010 \$	2009 \$
Comptes clients (a)	2 529 009	2 740 447
Crédit d'impôt (note 4)	375 000	520 000
Autres	16 295	22 577
	<b>2 920 304</b>	<b>3 283 024</b>

a) Au 31 décembre 2010, les comptes clients incluent une provision pour créances douteuses au montant de 116 978\$ (119 590\$ en 2009). Au 31 décembre 2010, un client représente 27 % des comptes clients (un client représentait 20 % des comptes clients en 2009). En 2010 la Société a réalisé 18% de son chiffre d'affaires auprès d'un seul client (aucun client ne représentait plus de 10% du chiffre d'affaires de la Société en 2009).

La filiale Odésia Europe SAS a signé en juin 2007 un contrat d'affacturation avec une institution financière. Ce contrat prévoit la cession de certaines créances en faveur de l'institution financière contre paiement. La vente de créances est comptabilisée lorsque la société cède le contrôle sur l'actif et que la contrepartie autre que le droit du bénéficiaire est reçue en échange. Le taux de financement de ce contrat comprend un taux d'intérêt et une commission d'affacturation. Le taux d'intérêt est égal au taux EURIBOR 3 mois majoré de 1,4 % (2,406% au 31 décembre 2010 et 2,10% au 31 décembre 2009). La commission d'affacturation est calculée en fonction des créances cédées au taux de 0,451%. Au 31 décembre 2010, des créances d'environ 421 000€ (561 000\$) faisaient l'objet d'affacturation (720 000€ (1 080 000\$) au 31 décembre 2009) desquelles environ 164 000€ (218 000\$) sont inclus dans les créances de la Société (389 000€ (584 000\$) au 31 décembre 2009).

Lorsque la société vend des créances à l'occasion d'affacturation, elle ne conserve pas la responsabilité de la gestion et du recouvrement des créances.

## 09 Immobilisations corporelles

2010			
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
Matériel informatique	187 827	179 855	7 972
Logiciels	173 104	168 503	4 601
Mobilier	72 474	55 061	17 413
Améliorations locatives	20 751	19 485	1 266
	<b>454 156</b>	<b>422 904</b>	<b>31 252</b>

2009			
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
Matériel informatique	214 637	199 236	15 401
Logiciels	166 373	164 037	2 336
Mobilier	108 390	65 205	43 185
Améliorations locatives	20 743	16 696	4 047
	<b>510 143</b>	<b>445 174</b>	<b>64 969</b>

## 10 Actifs incorporels

2010				
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Radiation \$	Coût non amorti \$
Technologie (durée de vie indéfinie) (a)	15 000	-	15 000	-

2009				
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Radiation \$	Coût non amorti \$
Technologie (durée de vie indéfinie)	15 000	-	-	15 000
Liste de clients	62 000	62 000	-	-
	<b>77 000</b>	<b>62 000</b>		<b>15 000</b>

(a) L'achèvement et le non-renouvellement de certains contrats a causé, en 2010, la radiation du solde non-amorti de la technologie.

## 11 Emprunts bancaires

	2010 \$	2009 \$
Emprunts bancaires	1 688 253	1 471 757
Versements exigibles à court terme	1 588 693	1 471 757
	<b>99 560</b>	-

Odésia Solutions Inc. a deux emprunts bancaires autorisés d'un montant total maximum de 1 535 000\$.

- a) Crédit bancaire de 1 250 000 \$ (1 250 000\$ en 2009) dont 958,229\$ était utilisé au 31 décembre 2010 (914 970\$ au 31 décembre 2009). Le crédit bancaire est garanti par les débiteurs de la filiale Odésia Solutions Inc (1 302 097\$ au 31 décembre 2010 et 1 377 363\$ au 31 décembre 2009). Le crédit bancaire porte intérêt au taux préférentiel plus 2,25 % ou 5,25% au 31 décembre 2010 (taux préférentiel plus 2,5 % ou 4,75% au 31 décembre 2009). En vertu de la convention de crédit, la Société doit respecter certains ratios financiers; cette condition était remplie au 31 décembre 2010.
- b) En décembre 2010 la Société a obtenu un deuxième crédit bancaire. Le montant maximum autorisé du deuxième crédit bancaire est 285 000\$ dont 200 000\$ était utilisé au 31 décembre 2010. Le crédit bancaire est garanti par le crédit d'impôt remboursable pour le développement des technologies de l'information de la filiale Odésia Solutions Inc (435 000\$ au 31 décembre 2010). Le crédit bancaire porte intérêt au taux préférentiel plus 2,25 % ou 5,25% au 31 décembre 2010.

La filiale Resource IT de Mexico S.C. dispose de deux crédits bancaires totalisant un montant total maximum autorisé de 7 000 000 pesos mexicains (environ 564 060\$ au 31 décembre 2010).

- 1) Le premier crédit bancaire de 2 000 000 pesos mexicains (161 160\$) porte intérêt à 20% (9,83% au 31 décembre 2009). Au 31 décembre 2010, 1 801 265 pesos mexicains (145 146\$) du crédit bancaire disponibles était utilisé (1 949 406 pesos mexicains (156 186\$) au 31 décembre 2009). Les versements sur ce crédit bancaire sont de 565 724 pesos mexicains (45 586\$) en 2011, 689 392 pesos mexicains (55 551\$) en 2012 et 546 150 pesos mexicains (44 009\$) en 2013.
- 2) Le deuxième crédit bancaire de 5 000 000 pesos mexicains (402 900\$) porte intérêt au taux interbancaire d'équilibre du Mexique majoré de 7,86% ou 12,735% au 31 décembre 2010 (taux interbancaire d'équilibre du Mexique majoré de 5% ou 9,915% au 31 décembre 2009). Ce crédit bancaire est garanti par les débiteurs de la filiale Resource IT de Mexico S.C. (823 405 pesos mexicains (66 350\$) au 31 décembre 2010 et 3 694 947 pesos mexicains (297 739 \$) au 31 décembre 2009). Au 31 décembre 2010, 4 776 347 pesos mexicains (384 878\$) du crédit bancaire disponible était utilisé (5 000 000 pesos mexicains (400 600\$) au 31 décembre 2009). En vertu de la convention de crédit, la Société doit respecter certains ratios financiers; cette condition n'était pas remplie au 31 décembre 2010. Ce crédit bancaire a une cédule de repaiement qui s'étend sur plus d'un an, cependant, vu le non-respect de certains ratios financiers, la balance complète de ce crédit bancaire est présentée à court terme.

## 12 Débentures convertibles

	2010 \$	2009 \$
Débentures convertibles	518 089	479 567
Frais d'intérêts implicites et frais d'émission	60 410	61 020
	<b>578 499</b>	540 587
Versements exigibles à court terme	(97 500)	(75 000)
	<b>480 999</b>	465 587

## 12 Débentures convertibles (suite)

Les débentures émises en 2008 à une valeur nominale de 750 000 \$ sont convertibles et non garanties. Le montant en capital des débentures porte intérêt au taux annuel de 10 % (taux effectif de 23,5%) et le montant en capital est convertible, au gré des détenteurs, en des unités d'ODÉSIA comprenant chacune une action ordinaire du capital social de ODÉSIA et un demi bon de souscription. Le prix de conversion des Débentures en unités sera calculé en fonction d'un prix de conversion égal à la moyenne du cours des actions ordinaires d'ODÉSIA à la cote de la Bourse de croissance TSX inc. pour les 30 jours précédant la date de réception d'un avis de conversion, déduction faite de l'escompte maximal autorisé par la Bourse de croissance TSX inc., soit 25 % si le cours de l'action est de 0,50 \$ et moins, de 20% si le cours de l'action est de 0,51 \$ à 2,00 \$ et 15 % si le cours de l'action est de plus de 2,00 \$. La conversion ne pourra être faite à un prix d'exercice inférieur au cours de l'action ordinaire en date d'émission des débentures. L'intérêt sur le capital des débentures sera payable par le biais de versements semi-annuels en juillet et en janvier de chaque année. Le capital sera également payable par le biais de versements semi-annuels en juillet et en janvier de chaque année, d'un montant équivalent à 75% des fonds excédentaires de la Société disponibles à la date de chaque remboursement. Le montant du remboursement de capital à la date de chaque remboursement ne peut être inférieur à 22 500 \$ et supérieur à 75 000 \$. Le solde des débentures sera exigible 60 mois après la date d'émission des débentures. La Société peut bénéficier, à son gré, d'un seul moratoire de 12 mois sur le remboursement des versements semestriels; le moratoire a été exercé en juillet 2009. À la date d'émission, la portion capitaux propres des débentures convertibles a été estimée à 206 532\$.

Les versements annuels en capital requis sur les débentures convertibles s'établissent comme suit :

	\$
2011	97 500
2012	150 000
2013	457 500
	705 000

## 13 Dette à long-terme

	2010 \$	2009 \$
Solde de prix d'achat	258 860	277 357
Frais d'intérêts implicites	9 188	29 302
	268 048	306 659
Versements exigibles à court terme	-	(147 771)
	268 048	158 888

En date de clôture de l'acquisition de Resource IT, le 30 novembre 2007, la Société s'est engagée à repayer un solde de prix d'achat au montant nominal de 875 000 \$. Ce solde de prix d'achat portait intérêt au taux de 12%, et était remboursable en versements trimestriels jusqu'en décembre 2010. La juste valeur du solde de prix d'achat s'élevait à 767 167 \$ en date d'acquisition. Cette valeur a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie relatifs aux paiements d'intérêts et de capital, et ce, au taux de marché dont la Société pourrait se prévaloir, soit 23,5 % selon un estimé de la direction. Suite à un différend entre la Société et les vendeurs des filiales mexicaines, la cédule de paiement est présentement en renégociation. La Société ne sait présentement pas si et quand la balance de cette dette sera payée.

## 14 Capital-actions et bons de souscription

### A - Capital-actions

Autorisé

Le capital-actions autorisé de la société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires, votantes et participantes.

Émis et payé

Il n'y a pas eu de variation des actions ordinaires de la Société durant les deux derniers exercices:

	Nombre	Montant \$
<b>Solde aux 31 décembre 2010 et 2009</b>	<b>29 620 286</b>	<b>3 499 743</b>

### B - Bons de souscription

Les bons de souscription en cours permettant à leur détenteur de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Nombre	Prix moyen de levée \$
<b>Solde aux 31 décembre 2010 et 2009 (a)</b>	<b>350 000</b>	<b>0,40</b>

(a) Il n'y a pas eu d'activité durant les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009.

## 15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport

### A - Régime d'options d'achat d'actions

La Société a adopté en 2005 un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses employés, de ses administrateurs, de ses consultants et de ses fournisseurs en vertu duquel ces derniers peuvent faire l'acquisition d'actions ordinaires. Les conditions d'exercice sont déterminées par les membres du conseil, mais ce régime est régi par les règles de la Bourse de croissance TSX inc. Les options sont attribuées au prix de clôture du marché boursier le jour précédant leurs attributions. En vertu de ce régime, le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'octroi ne peut excéder 2 375 000 actions émises, et les options émises à tout bénéficiaire ne peuvent dépasser 5 % des actions ordinaires en circulation à la date de l'octroi. À moins que le conseil n'en décide autrement, les droits s'acquiescent sur une période de trois ans à compter de la date de l'octroi. Ces options doivent être exercées dans les cinq ans suivant leur octroi.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a attribué 400 000 options d'achat d'actions à des salariés (110 000 en 2009) et 200 000 à un non-salarié (aucune en 2009). La juste valeur de ces options à la date de l'octroi en 2010 et 2009 a été établie à l'aide du modèle Black-Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2010	2010	2009
Nombre d'options	400 000	200 000	110 000
Volatilité prévue	115%	119%	115 %
Taux d'intérêt sans risque	2,42%	3,02%	2,57 %
Durée moyenne prévue des options	5 ans	5 ans	5 ans
Juste valeur moyenne de chaque option émise	0,12\$	0,15\$	0,24\$

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a constaté une charge de 32 954\$ (10 083\$ en 2009) aux fins du régime de rémunération à base d'actions et a porté ce montant au crédit du surplus d'apport. De ce montant, 26 968\$ était pour des options d'achat d'actions émises à des salariés (10 083\$ en 2009).

La variation des options d'achat d'actions de la Société se détaille comme suit:

## 15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport (suite)

### A - Régime d'options d'achat d'actions (suite)

	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début de l'exercice	535 000	0,36	475 000	0,38
Attribuées	600 000	0,23	110 000	0,25
Frappées d'extinction	(165 000)	0,35	(50 000)	0,31
En circulation à la fin de l'exercice	970 000	0,28	535 000	0,36
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	303 333	0,38	388 333	0,38

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options en cours au 31 décembre 2010:

Options en circulation			Options pouvant être exercées		
Prix de levée	Nombre d'options	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
0,20 \$	400 000	4,12	0,20 \$	0	0,20 \$
0,25 \$	75 000	3,92	0,25 \$	25 000	0,25 \$
0,30 \$	200 000	4,40	0,30 \$	0	0,30 \$
0,39 \$	195 000	0,05	0,39 \$	195 000	0,39 \$
0,40 \$	100 000	2,56	0,40 \$	83 333	0,40 \$
En cours à la fin	970 000	3,18	0,28 \$	303 333	0,38 \$

### B - Régime d'unités différées en actions

Le 18 janvier 2006, le conseil d'administration a approuvé un régime d'unités différées en actions (ci-après appelé « unités différées ») à l'intention des administrateurs, lesquels recevront 100 % de leur rémunération totale sous forme d'unités différées. La valeur d'une unité différée en action est calculée en fonction de la valeur marchande d'une action de la Société à la date de l'évènement, soit le cours moyen pondéré des actions à la cote de la Bourse de croissance TSX inc. pendant les cinq jours qui précèdent immédiatement l'évènement.

Conformément à ce régime, à la fin de chaque trimestre, un nombre d'unités différées correspondant au nombre d'actions ordinaires pouvant être achetées sur le marché libre est crédité à un compte détenu par la Société pour chaque administrateur, et ce, pour un montant égal à la rémunération.

L'administrateur qui quitte le conseil d'administration reçoit un paiement global en espèces correspondant à son solde créditeur aux fins du régime.

Les changements aux unités différées émises par la Société se détaillent comme suit:

	Nombre	Montant \$
<b>Solde au 31 décembre 2008</b>	<b>478 313</b>	<b>204 383</b>
Émises	245 263	49 672
Paiements faits aux administrateurs sortant	(174 219)	(34 844)
Ajustement suite aux fluctuations de la valeur des actions	-	(109 009)
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	<b>549 357</b>	<b>110 202</b>
Émises	256 291	37 447
Paiements faits aux administrateurs sortant	(290 359)	(58 072)
Ajustement suite aux fluctuations de la valeur des actions	-	(17 983)
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>515 288</b>	<b>71 594</b>

Du solde payable au 31 décembre 2010, 232 298 unités différées d'une valeur de 46 460\$ seront déboursés en 2011 aux administrateurs qui ont démissionnés en 2009. Le solde des unités différées serait monnayé au moment où un administrateur présentement actif quitterait son siège sur le conseil d'administration.

## 15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport (suite)

### C - Surplus d'apport

Les changements au surplus d'apport de la Société se résument comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	427 877	417 794
Rémunération à base d'actions	32 954	10 083
Solde à la fin de l'exercice	460 831	427 877

## 16 Informations sur les flux de trésorerie

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Débiteurs	362 720	357 891
Contrats en cours	54 099	201 510
Frais payés d'avance	23 142	(5 234)
Crédit d'impôt à la recherche et développement recouvrable	(543 664)	300 794
Comptes fournisseurs et charges à payer	(401 618)	(357 553)
Revenus perçus par anticipation	(61 752)	21 116
Impôts sur les bénéfices à payer	(9 883)	31 563
	(576 956)	550 087

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts et aux impôts sur les bénéfices des activités d'exploitation se détaillent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Intérêts payés	245 098	355 322
Impôts sur les bénéfices recouverts	-	(28 784)

## 17 Informations sectorielles

La Société a examiné ses activités et a établi qu'elle les mène dans un seul secteur d'exploitation isolable. Ce secteur d'exploitation isolable unique tire ses produits de la vente de solutions en intelligence d'affaires et en entreposage de données. Les revenus de consultation informatique représentent 97% des revenus totaux par emplacement (98% en 2009). Les informations requises à l'échelle de la Société se détaillent comme suit :

Produits par emplacement géographique de la domiciliation du client:	2010	2009
	\$	\$
Canada	5 997 792	5 615 873
France	5 865 999	7 097 185
Mexique	671 033	1 449 661
	12 534 824	14 162 719

Immobilisations corporelles par emplacement géographique:	2010	2009
	\$	\$
Canada	13 709	725 187
France	11 148	14 025
Mexique	6 395	25 757
	31 252	64 969

## 17 Informations sectorielles (suite)

Actifs intangibles attribués aux filiales dans les différents emplacements géographiques:

	2010 \$	2009 \$
Mexique	-	15 000

Écart d'acquisition attribué aux filiales dans les différents emplacements géographiques:

	2010 \$	2009 \$
France	35 565	35 565
Mexique (a)	-	947 872
	<b>35 565</b>	<b>983 437</b>

a) L'écart d'acquisition attribué à la filiale mexicaine a été radié en 2010 dû au ralentissement des activités mexicaines et aux difficultés de la Société à rencontrer ses obligations financières au Mexique.

## 18 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers

### Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

### Risques financiers

#### Risque de taux d'intérêt

Certains emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. D'autres emprunts bancaires portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société à un risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les débetures convertibles et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une fluctuation de 50 points de base des taux d'intérêts n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau d'endettement actuel de la Société.

#### Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison de l'encaisse, des comptes clients, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devises étrangères.

	2010		2009	
Actifs libellés en:				
Dollar américain	25 472	\$ US	25 469	\$ CDN
Euros	936 122	€	1 246 821	\$ CDN
Pesos Mexicains	1 624 949	MXN	130 938	\$ CDN
	233 764	\$ US	245 686	\$ CDN
	845 975	€	1 268 962	\$ CDN
	1 985 885	MXN	159 109	\$ CDN

	2010		2009	
Passifs libellés en:				
Dollar américain	-	\$ US	-	\$ CDN
Euros	683 942	€	910 942	\$ CDN
Pesos Mexicains	8 784 012	MXN	707 816	\$ CDN
	143 310	\$ US	150 618	\$ CDN
	571 034	€	856 552	\$ CDN
	13 443 959	MXN	1 077 130	\$ CDN

La Société ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel elle est exposée. Une fluctuation de 10% du taux de conversion de l'Euro, du peso mexicain ou du dollar américain n'aurait pas un impact significatif considérant le niveau actuel de devises monétaires libellées en devises étrangères.

## 18 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers (suite)

### Risques financiers (suite)

#### Risque de crédit

Règle générale, la valeur comptable au bilan de la Société des actifs financiers exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients. Une partie des comptes clients est garantie par des tierces parties, par conséquent, la Société n'exige pas de garantie de ses clients. La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit. La Société est également exposée à un risque de crédit relié au montant recevable de l'affacteur (voir Note 8). Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Société aux créances douteuses n'est pas importante.

L'âge des comptes à recevoir au 31 décembre, incluant le montant recevable de l'affacteur, se détaille comme suit:

	2010 \$	2009 \$
Courant	728 415	1 317 300
31 - 60 jours (en souffrance)	1 076 401	824 516
61 - 90 jours (en souffrance)	491 482	453 145
Plus de 91 jours (en souffrance)	349 688	265 076
	<b>2 645 986</b>	<b>2 860 037</b>
Provision pour créances douteuses	<b>(116 978)</b>	<b>(119 590)</b>
Balance au 31 décembre	<b>2 529 009</b>	<b>2 740 447</b>

La Société fait des estimations et des hypothèses dans le processus de détermination de la provision pour créances douteuses. Les comptes débiteurs dont l'âge dépasse l'accord sur les modalités de paiement sont considérés en souffrance. La Société détermine sa provision en considérant un certain nombre de facteurs, y compris l'âge des comptes débiteurs en souffrance, la capacité du client à payer son obligation envers la Société, l'historique et l'état de l'économie globale et de l'industrie en général. La Société radie des comptes à recevoir quand ils sont jugés irrécouvrables et tous paiements reçus par la suite par rapport aux comptes à recevoir radiés sont portés au crédit des résultats et résultat étendu consolidés. La provision pour créances douteuses est calculée principalement sur une analyse spécifique de chaque compte débiteur.

La Société minimise son exposition au risque de crédit en plaçant son argent auprès de grandes banques. La direction estime que ces grandes banques présentent un faible risque de perte.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité consiste en la possibilité que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidités en faisant un suivi serré de sa trésorerie afin de s'assurer de maintenir un niveau suffisant pour pourvoir à ses obligations financières dans un avenir prévisible. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Une bonne partie des besoins de la Société sont comblés par les flux de trésorerie générés par ses opérations. Au cours des derniers exercices, la Société a principalement financé son expansion par voie d'émission d'actions, de dette à long-terme et de débentures convertibles. Au 31 décembre 2010, Resource IT de Mexico S.C. ne rencontrait pas les ratios financiers spécifiés dans ses ententes bancaires (voir Note 19).

Le tableau qui suit indique les obligations financières de la Société:

	Débentures convertibles	Dette à long terme	Emprunts bancaires	Comptes fournisseurs et charges à payer	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
2011	166 875	-	1 588 693	2 117 290	3 872 858
2012	207 000	268 048	70 490	-	545 538
2013	501 185	--	47 392	-	548 577

En considérant les opportunités de financement accessibles à la Société, l'encaisse et le calendrier de paiement des passifs, la direction évalue le risque de liquidité de la Société comme modérément élevé.

## 18 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers (suite)

### Risques financiers (suite)

#### Juste valeur

La Société a déterminé que la valeur comptable de ses comptes clients, emprunts bancaires et comptes fournisseurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur des débiteures convertibles et de la dette à long terme a été déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés. Le tableau qui suit indique le classement des instruments financiers de même que leur valeur comptable et leur juste valeur :

31 décembre 2010					
	Actifs détenus à des fins de transaction \$	Prêts et créances \$	Autres éléments de passif \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actifs financiers					
Encaisse	756 402			756 402	756 402
Comptes clients		2 529 009		2 529 009	2 529 009
Passifs financiers					
Emprunts bancaires			1 688 253	1 688 253	1 688 253
Comptes fournisseurs et charges à payer			2 117 290	2 117 290	2 117 290
Débiteures convertibles			578 499	578 499	578 499
Dette à long terme			268 048	268 048	- (a)

- (a) Suite à un différend entre la Société et les vendeurs des filiales mexicaines, la cédule de paiement est présentement en renégociation. La Société ne sait présentement pas si et quand la balance de cette dette sera payée, par conséquent la Société est présentement incapable d'estimer la juste valeur de la dette à long terme.

31 décembre 2009					
	Actifs détenus à des fins de transaction \$	Prêts et créances \$	Autres éléments de passif \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actifs financiers					
Encaisse	294 455			294,455	294 455
Comptes clients		2 740 447		2 740 447	2 740 447
Passifs financiers					
Emprunts bancaires			1 471 757	1 471 757	1 471 757
Comptes fournisseurs et charges à payer			2 518 908	2 518 908	2 518 908
Débiteures convertibles			540 587	540 587	540 587
Dette à long terme			306 659	306 659	306 659

#### Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur requiert l'utilisation de données observées sur les marchés chaque fois que ces données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour laquelle des données importantes ont été prises en compte pour mesurer la juste valeur. L'encaisse est le seul actif financier évalué à la juste valeur au 31 décembre 2010 et elle est classée au Niveau 1.

## 19 Information à fournir concernant le capital

Aux 31 décembre 2010 et 2009, le capital de la Société est composé de :

	2010 \$	2009 \$
Encaisse	(756 402)	(294 455)
Emprunts bancaires	1 688 253	1 471 757
Débitures convertibles, incluant la portion à court terme	578 499	540 587
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	268 048	306 659
Capitaux propres (déficit)	(46 323)	191 005
	<b>1 732 075</b>	<b>2 215 553</b>

Les objectifs de la Société dans sa gestion du capital est de s'assurer une position de liquidité suffisante pour :

- augmenter sa part du marché et ses bénéfices afin de maximiser le rendement pour ses actionnaires
- entreprendre les acquisitions sélectionnées
- poursuivre sa croissance organique
- minimiser la dilution de ses actionnaires

La Société adopte une approche prudente à l'égard des leviers financiers et de la gestion des risques financiers. La Société vise, et a l'intention de maintenir, une structure de capital flexible afin de conserver les ratios nécessaires à l'obtention de financement. Les objectifs, politiques et procédures de la Société dans sa gestion du capital n'ont pas changés depuis le dernier exercice.

Au 31 décembre 2010, Resource IT de Mexico S.C. ne rencontrait pas les ratios financiers spécifiés dans ses ententes bancaires.

La stratégie financière de la Société vise le maintien d'une structure de capital flexible cohérente avec les objectifs mentionnés plus tôt et permettant de réagir efficacement aux variations de la conjoncture économique et des risques reliés aux actifs. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions et de nouveaux titres de dettes ou procéder à un refinancement de la dette existante avec des caractéristiques différentes.

## 20 Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location et de services professionnels échéants à différentes dates jusqu'en 2014, à verser les sommes suivantes :

	Canada \$ CDN	France €	France \$ CDN	Mexique MXN	Mexique \$ CDN
Honoraires professionnels	4 500	-	-	-	-
Location d'un local	254 866 (a)	115 267 (b)	153 523	106 202	8 558
Location de matériel roulant	36 509	6 445	8 585	-	-
Location d'équipements	2 066	-	-	87 230	7 029
	<b>297 941</b>	<b>121 712</b>	<b>162 108</b>	<b>193 432</b>	<b>15 587</b>

- a) Le bail pour le local au Canada comporte une option de renouvellement pour une période additionnelle de trois ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis de neuf mois.
- b) Le bail pour le local en France comporte deux options de renouvellement pour une période additionnelle de trois ans chacune dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois.

Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

	\$
2011	254 495
2012	146 996
2013	67 507
2014	6 638
	<b>475 636</b>

## 21 Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est impliquée dans des poursuites judiciaires. De plus, des différends sont présentement en cours entre la Société et les vendeurs des filiales mexicaines. Il est impossible de déterminer l'issue de ces poursuites et différends à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La Société estime que le règlement de ces poursuites n'aura pas de répercussions défavorables importantes sur sa situation financière.

## 22 Chiffres de l'exercice précédent

Certains éléments comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation des états financiers consolidés du présent exercice.

## ADMINISTRATEURS

**Nicolas Bonnafous**  
Boucherville (Québec), Canada

**Michael Perreault**  
Dollard des Ormeaux (Québec), Canada

**Timothy R. Murdoch**  
Westmount (Québec), Canada

**Richard Batty**  
Westmount (Québec), Canada

## AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES ET DES TRANSFERTS

**Services aux investisseurs Computershare inc.**  
1500 rue Université,  
Bureau 700I  
Montréal (Québec)  
H3A 3S8

## INSCRIPTION BOURSIÈRE

**Bourse de Croissance TSX**  
Symbole : ODS

**Cusip: 675848105**

## RAPPORT ANNUEL

Des exemplaires additionnels du rapport annuel seront expédiés sur demande écrite à :

**Groupe ODÉSIA inc.**  
1155 University  
Bureau 800  
Montréal (Québec)  
H3B 3A7  
Télécopieur: (514) 876-1153  
Courriel: [nbonnafous@odesia.com](mailto:nbonnafous@odesia.com)

## DIRIGEANTS

**Nicolas Bonnafous**, président et chef de la direction  
Boucherville (Québec), Canada

**Simon Lepage**, chef des finances  
Candiac (Québec), Canada

**Denise Gonçalves**, vice-présidente développement des affaires  
Verdun (Québec), Canada

**Jacques Daigle**, directeur général, Odésia Europe  
Argenteuil, France

**Jose Antonio Torrero Diez**, directeur-général, Odésia Mexique  
Mexico, Mexique

## CONSEILLERS JURIDIQUES

**McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l.**

## VÉRIFICATEURS

**Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.l.**

## SIÈGE SOCIAL

Groupe ODÉSIA Inc.  
1155 rue University,  
bureau 800  
Montréal (Québec)  
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155  
Télécopieur: (514) 876-1153

[www.odesia.com](http://www.odesia.com)



## SIÈGE SOCIAL

Groupe ODÉSIA Inc.  
1155 rue University,  
bureau 800  
Montréal (Québec)  
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155  
Télécopieur: (514) 876-1153

[www.odesia.com](http://www.odesia.com)